



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
FQR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société ENVIE 2E à PORTET SUR GARONNE

n° S3IC : 068.8138

068 8138

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5, R.512-33 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 68 délivré le 13 mai 2013 à la société ENVIE 2E pour l'exploitation d'une installation de traitement de DEEE située à Portet sur Garonne, 19/21 avenue du Bois Vert, concernant notamment les rubriques 1180, 2711, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu le courrier de l'exploitant du 8 juillet 2013 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 décembre 2013 transmis par courrier du même jour à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement;

Considérant que lors de la visite en date du 7 novembre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a indiqué qu'il ne souhaite pas engager sur son site actuel certains travaux initialement prévus dans son dossier de demande d'autorisation et dans le titre 10 de son arrêté d'exploitation (réseaux des eaux pluviales, bassin de rétention, installation de traitement des eaux) ;
- les éléments décrits dans le courrier du 8 juillet 2013 sont aujourd'hui effectifs sur le site :
 - nouveaux horaires (6h à 21h30),
 - nouvelle activité : traitement écrans plats,
 - augmentation des quantités de DEEE en transit et traités ;
- le stockage des radiateurs susceptibles de contenir des huiles polluées aux PCB s'effectue dans des conditions différentes de celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation de l'établissement ;

Considérant que les informations mentionnées dans le courrier du 8 juillet 2013 ne sont pas suffisantes afin de déterminer si la modification de l'installation est notable ou substantielle ;

Considérant que l'état de conformité demandé au titre 10 de l'arrêté préfectoral n'a pas été reçu par l'inspection ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ENVIE 2E de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

La société ENVIE 2E, exploitant une installation de traitement de DEEE sise au 19/21 avenue du Bois Vert à PORTET SUR GARONNE, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant, en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement et afin de statuer sur la nature de la modification de l'installation, un dossier contenant tous les éléments nécessaires pour apprécier les impacts ainsi que les dangers supplémentaires qu'engendrent, sur l'environnement, les modifications de l'exploitation apportées par rapport au dossier de demande d'autorisation et listées ci-dessous :

- l'augmentation des activités du site, notamment la nouvelle activité de traitement des écrans plats, l'augmentation des quantités de DEEE susceptibles d'être présentes sur le site et le changement d'exploitant envisagé d'une partie des activités ;
- la non réalisation de certains travaux initialement prévus dans son dossier de demande d'autorisation et dans le titre 10 de son arrêté d'exploitation (réseaux des eaux pluviales, bassin de rétention, installation de traitement des eaux) ;
- le stockage des radiateurs susceptibles de contenir des huiles polluées aux PCB à l'extérieur des bâtiments d'exploitation dans un conteneur disposant d'une rétention, mais sans détection incendie.

Ces éléments pourront prendre la forme d'une actualisation des études de dangers et d'impact du site.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants, à compter de la notification du présent arrêté :

- le dossier doit être déposé dans un délai de 3 mois
- l'exploitant doit fournir dans le mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc...).

La société ENVIE 2E est également tenue de fournir, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'état de conformité demandé au titre 10 de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délai et voies de recours:

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société ENVIE 2E.

Toulouse, le 15 JAN. 2014
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Thierry BONNIER